

Paris, le 24 octobre 2014

Dossier suivi par : XXXX
Tél. : XXXX
Courriel : recommandations@energie-mediateur.fr

N° de saisine : XXXX
N° de recommandation : 2014-1418

Objet : Recommandation du médiateur sur votre litige

Monsieur,

Ce litige concerne la facturation des « *forfaits Cuisine* » des bâtiments A et F de la copropriété, et en particulier :

- l'application de la clause contractuelle de révision des quantités de gaz du forfait, qui n'a jamais été mise en œuvre,
- les caractéristiques du nouveau contrat de fourniture en offre de marché qui vous est proposé par le fournisseur Y.

Sans détailler la totalité de vos demandes, je retiens que vous demandez principalement la correction :

- du nombre de forfaits des bâtiments A et F, inférieur à 96 selon vous comme le prétend le fournisseur Y. Vous indiquez avoir été facturé de 90 forfaits, nombre qui figure dans le contrat initial de « *forfaits Cuisine* » et facturé depuis par le fournisseur Y,
- de la consommation de référence de tous les « *forfaits Cuisine* » des bâtiments A et F de 21 113 kWh selon le fournisseur Y et 18417 kWh selon vous,
- des index de départ des compteurs en pied de colonne de votre nouveau contrat.

Pour ces trois points, mon collaborateur a sollicité le distributeur A dont les conclusions vont au-delà de vos demandes :

- le distributeur A retient 85 « *forfaits Cuisine* » et non pas 96, ni même 90,
- Il évalue la quantité de référence des forfaits à 17 994 kWh,
- Il devrait recalculer les index de départ des compteurs de pied de colonne, tenant compte du décalage entre leur date de pose et celle d'enregistrement informatique qui avait faussé les données retenues par le fournisseur Y.

Ces points devraient résoudre votre litige relatif aux données techniques retenues pour établir votre nouveau contrat. Le fournisseur Y a accepté de prendre en compte ces éléments communiqués par le distributeur A et je recommande donc aux deux opérateurs de se conformer à leurs engagements sur ce sujet.

S'agissant de la correction rétroactive de votre facturation, en application de la clause de révision des quantités facturées dans les forfaits de votre contrat, nous ne sommes pas parvenus à un accord amiable entre vous et le fournisseur Y sur la durée de cette révision.

Vous trouverez donc, ainsi qu'en disposent les textes relatifs à mes missions, ma recommandation de solution à ce litige.

Le contrat « *forfait Cuisine* » conclu le 19 mai 1978 entre la copropriété et le fournisseur Y dispose en son article 4 « *Comptage de référence* » :

« Un ou des compteurs de référence sera (seront) installés par le fournisseur Y à ses frais dans un local (ou des locaux) aménagés par le CLIENT à ses frais suivant les indications du fournisseur Y. Dans toute la mesure du possible, ce compteur devra enregistrer la consommation totale et être placé sur la canalisation d'amenée du gaz de cuisine à la zone (...) »

En son article 6 « *Conditions de révision de la consommation forfaitaire* » :

(...) Passé ce délai [24 mois après la mise en service], cette consommation pourra être révisée tous les 24 mois au vu des renseignements apportés par le comptage de référence.

Si les comptages de référence permettent de mesurer les consommations de cuisine de la totalité des logements, la révision du forfait sera réalisée dans les conditions précisées ci-après, en tenant compte d'une consommation Q prise égale à la moitié des consommations enregistrées au cours de la période de 24 mois (...).

Si Q est inférieure ou supérieure de 20 % au moins à Q0, pour la nouvelle période de 24 mois commençant le premier jour du mois qui suit le calcul, le montant du forfait F'O, aux conditions économiques de 1977 précisées à l'article 5, sera obtenu par application des formules suivantes (...) : $F'O = F0 - (Q-Q0) P0$ si $Q < Q0$.

Formules dans lesquelles :

- F0 représente le forfait de base défini à l'article 5,*
- P0 un prix unitaire du kWh, dont la valeur initiale est de 11,41 c hors taxes, aux conditions économiques de 1977 connues au 17 mars 1978.*

Une nouvelle révision du forfait pourra éventuellement intervenir à la fin de chaque période de 24 mois, dans des conditions prévues ci-après. »

Je constate que l'article 4 n'a pas été mis en œuvre avant 2011, soit 33 ans après la signature du contrat, ce que reconnaît le fournisseur Y.

A la suite d'une recommandation émise par mon prédécesseur en 2009, il a en effet été décidé la pose de compteur de référence dans tous les immeubles concernés par des « *forfaits Cuisine* ».

Je note toutefois qu'il s'agissait d'une obligation contractuelle que le fournisseur Y avait acceptée en 1978. Celui-ci n'a pas justifié la raison pour laquelle il ne l'a pas mise en œuvre plus tôt.

La consommation annuelle de la totalité des « *forfaits Cuisine* » des bâtiments A et F, telle que calculée par A sur la base des consommations enregistrées par les compteurs posés en 2011 s'établit à 17 994 kWh. Or, la quantité de référence Q0 utilisée par le fournisseur Y pour facturer le contrat de 1978 à 2010 était de $90 \times 1163 \text{ kWh} = 104\,670 \text{ kWh}$, une valeur 5,8 fois supérieure à la quantité annuelle réellement consommée entre 2011 et 2013.

Il n'est pas impossible que la quantité de gaz consommée par un « *forfait Cuisine* » ait pu très progressivement diminuer au cours des ans. Toutefois, je considère sans aucun doute possible que le fournisseur Y a facturé à la copropriété pendant 33 ans une quantité de gaz très supérieure à ce qu'elle était réellement.

L'application des articles 4 et 6 du contrat aurait ainsi diminué significativement la facturation de gaz de la copropriété.

Sur les dix dernières années, je considère que les consommations de la copropriété ont été relativement stables. L'application de la formule de révision des forfaits aurait abouti à diminuer la facture annuelle de :

Prix en date du	01/03/2011	01/04/2010	01/04/2009	01/01/2008	01/04/2006	01/07/2005	01/11/2004
Forfait collectif en €HT	83,04 €	91,68 €	82,80 €	84,36 €	80,40 €	72,72 €	76,80 €
KWh supplémentaire en €/KWh HT : P°	0,0358 €	0,0311 €	0,0529 €	0,0516 €	0,0491 €	0,0416 €	0,0460 €
Consommation par logement de référence en kWh/an	660	660	1163	1163	1163	1163	1163
Nombre de logements : L	90	90	90	90	90	90	90
Conso de référence en kWh : Q°	59400	59400	104670	104670	104670	104670	104670
Conso réelle en kWh : Q	17994	17994	17994	17994	17994	17994	17994
Montant facturé de référence F°	7 473,60 €	8 251,20 €	7 452,00 €	7 592,40 €	7 236,00 €	6 544,80 €	6 912,00 €
Montant à facturer F = F°-(Q°-Q)*P°	5 991,27 €	6 963,47 €	2 866,84 €	3 119,92 €	2 980,21 €	2 939,08 €	2 924,90 €
Delta (€ HT)	1 482,33 €	1 287,73 €	4 585,16 €	4 472,48 €	4 255,79 €	3 605,72 €	3 987,10 €

Ces valeurs sont données à titre d'illustration, en tenant compte de l'évolution semestrielle des tarifs réglementés sur la période.

Il convient de noter que le 1^{er} avril 2010, le gouvernement a ramené la quantité annuelle forfaitaire d'un « *forfait Cuisine* » de 1 163 kWh à 660 kWh à l'occasion de la publication de l'arrêté sur les tarifs réglementés de vente de gaz. La mise en œuvre de l'article 6 aboutit à une diminution comprise entre 1 287 euros HT en 2010 et 1 482 euros HT en 2011.

Compte tenu de ces éléments, j'estime que le préjudice de la copropriété découlant du non-respect des dispositions contractuelles peut être évalué à 4 000 euros HT environ par an de 1978 à 2010 et 1 300 euros HT environ par an depuis.

Le fournisseur Y a estimé dans un premier temps ne pas être tenu de mettre en œuvre l'article 6 avant mars 2013, soit 24 mois après la pose des compteurs de référence, et être légitime à n'appliquer la révision des quantités facturées que postérieurement à mars 2013.

Il a ensuite proposé le 6 octobre 2014 d'accorder une remise commerciale de 3 924,72 euros HT dont il ne donne pas le détail du mode de calcul.

Je considère cette somme très insuffisante car elle ne représente même pas une année de révision de facturation avant 2010.

Le fournisseur Y, en tant que fournisseur de plus 150 000 « *forfaits Cuisine* », ne pouvait ignorer que la quantité de gaz facturée en application des dispositions du contrat de 1978 (1 163 kWh/an) était très surestimée. C'est d'ailleurs ce qui avait été mis en évidence dans la recommandation n° 2009-0091 de mon prédécesseur. Dans ces conditions, on peut s'interroger sur le caractère fortuit de l'absence de mise en œuvre de l'article 4 (*Pose de compteurs de référence*), qui a empêché la mise en œuvre de l'article 6 (*Révision des quantités*).

En tout état de cause, dans la mesure où le préjudice est établi, il s'agit de déterminer sur quelle période le fournisseur Y doit rembourser la copropriété des sommes trop perçues pendant plus de 30 ans.

Le régime de la prescription applicable depuis la réforme de juin 2008 est de 5 ans, à compter de la date où le titulaire d'un droit a connu ou aurait dû connaître son droit.

On notera que c'est la pose des compteurs de référence en 2011 qui a amené la copropriété à demander l'application des clauses contractuelles, et ce dès 2013. Je retiendrai donc la date de pose ou d'absence de pose des compteurs de référence comme point de départ de la prescription.

Si l'on estime que la copropriété aurait dû s'apercevoir que le fournisseur Y n'avait pas posé de compteur, son droit à l'application des clauses de l'article 6 ne saurait remonter plus de 5 ans avant la date de pose effective des compteurs.

Si l'on estime au contraire que la copropriété pouvait ignorer que le fournisseur Y n'avait pas posé de compteurs, son droit à l'application des clauses de l'article 6 est borné par le délai butoir du Code civil, soit 20 ans. La copropriété soutient ne pas avoir eu connaissance du contrat avant la pose des compteurs lorsqu'une copie lui a été remise par un représentant du fournisseur Y. Le contrat aurait en effet été conclu en 1978, à une date antérieure à la constitution de la copropriété, probablement par le promoteur de l'immeuble. Ce contrat n'aurait pas été transmis au syndic de l'immeuble, désigné en 1980.

Dans le premier cas, la copropriété a droit à une application rétroactive de l'article 6 dont j'évalue le montant à :

- Pour les années 2010 à 2013 : 4 x 1 300 euros HT,
- Pour 2009 : 1 x 4 000 euros HT,

Soit un total de 9 200 euros HT.

Dans le second cas, le montant est de :

- Pour les années 2010 à 2013 : 4 x 1 300 euros HT,
- Pour les années 1994 à 2009 : 16 x 4 000 euros HT,

Soit un total de 69 200 euros HT.

On pourrait débattre longuement sur le fait de savoir si la copropriété aurait pu ou dû s'apercevoir de l'absence de compteur de référence. En tout état de cause, il me semble indéniable qu'elle ne pouvait connaître les conséquences financières pour elle de son absence. Ce qui n'était assurément pas le cas du fournisseur Y.

Je recommande donc au fournisseur Y d'accorder un dédommagement global de 30 000 euros HT à la copropriété pour ne pas avoir mis en œuvre les dispositions des articles 4 et 6 du contrat de fourniture conclu en 1978.

Cette recommandation n'est pas contraignante mais elle clôt le traitement amiable de votre litige. Si vous êtes en désaccord avec son contenu, ou si votre fournisseur et/ou le distributeur refuse(nt) de la mettre en œuvre, vous pouvez demander à un tribunal compétent de rendre un jugement sur le litige qui vous oppose (voir fiche ci-jointe).

En application des dispositions de l'article 3 du décret n°2007-1504, le fournisseur Y et le distributeur A m'informeront dans un délai de deux mois des suites données à cette recommandation.

N'hésitez pas à me solliciter au numéro de téléphone ci-dessus ou par courriel pour toute question relative à votre litige ou à la mise en œuvre de sa solution.

Je vous prie de bien vouloir agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Le médiateur national de l'énergie
Jean Gaubert